

# le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

VENDREDI 8 DECEMBRE 1978 - N° 807

Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76

2, 00 F.

## CENTRE DE TRI DE BORDEAUX :

### Après une première intervention policière LES POSTIERS REOCCUPENT Les CRS interviennent une deuxième fois

Les CRS ont été à l'ouvrage mercredi au Centre de tri automatique de Bordeaux ! A 5 h 30 du matin les voilà qui arrivent et qui évacuent le centre occupé par les postiers depuis la veille. Quand arrive la brigade de jour, les uniformes noirs ont quitté les lieux mais sont toujours dans les parages. Une raison supplémentaire de voter la poursuite de la grève ; puis, en fin d'après-midi, après un meeting, les postiers occupent à nouveau le centre !

L'intimidation policière du matin n'ayant pas marché, les CRS doivent revenir à la charge : pour la deuxième fois dans la journée, ils évacuent les grévistes.

On le voit, la combativité des postiers bordelais ne s'est pas démentie après 22 jours de grève. C'est que les revendications initiales se heurtent toujours à l'intransigeance de la direction départementale des PTT qui refuse l'augmentation des effectifs du CTA.

Depuis la mise en place du CTA début 78, la direction a entretenu des rapports extrêmement tendus avec le personnel, alors que la mise en route du fonctionnement des équipements s'avérait difficile et conduisait à des retards importants du courrier. La persistance de conditions de travail insupportables à cause du manque d'effectifs a provoqué la colère des postiers. Aujourd'hui le mouvement de grève est suivi, selon la CFDT, à 90 %.

Par son ampleur la grève touche durement le trafic postal particulièrement important en cette période pour les professionnels de l'alimentation de luxe qui sont en pleine «saison». Dans les milieux patronaux, il est même question de mettre sur pied un poste parallèle... Une chose est sûre en tout cas : les interventions policières ont eu pour conséquence un très net durcissement de la lutte.

## Référendum constitutionnel en Espagne

### VICTOIRE DU OUI

56 % d'abstention  
au Pays Basque



La veuve de Franco votant au référendum qui consacre l'enterrement du franquisme.

Après 40 ans de franquisme, l'Espagne s'est dotée d'une constitution démocratique bourgeoise approuvée comme prévu par une grande majorité des électeurs : 87,5 %, contre 8 % de non. Néanmoins le taux d'abstention a dépassé les prévisions, puisqu'il atteint plus de 30 % (les sondages pronostiquaient 20 %), un Espagnol sur 3 s'est donc abstenu. C'est au Pays Basque et plus particulièrement à San Sebastian que le taux d'abstention a été le plus important : 56 %, alors que dans cette même région, 64 % seulement des votants ont approuvé la nouvelle constitution. Le Pays Basque a donc voulu marquer sa désapprobation d'une constitution qui bafoue les droits des minorités nationales.

Lire en page 2

## LA BATAILLE DE L'EUROPE

S'il concerne l'Europe dans son ensemble, le sommet de Bruxelles et ses résultats ont des répercussions dans chaque pays pris en particulier. En faisant une déclaration d'une particulière violence envers la politique européenne de Giscard, Chirac vient d'engager véritablement une bataille qui se déroulait d'une manière larvée depuis quelques semaines déjà. Le RPR, principale force parlementaire, et soutien nécessaire du gouvernement, se prononce très explicitement contre l'évolution européenne telle qu'elle s'engage aujourd'hui avec le nouveau système monétaire et l'élection du parlement européen.

A gauche, les divisions ne sont pas moins grandes entre un PS qui affiche clairement sa volonté européenne et un PCF qui entend faire de son opposition à cette Europe un de ses principaux thèmes d'action dans les mois qui viennent.

Ainsi donc, la question de l'Europe est entrée définitivement au centre des problèmes de la vie politique intérieure française, dans un pays où les élections de mars n'ont rien changées quant au fond, où aucune force bourgeoise n'est à même de se passer d'alliances.

Lire en page 8

## Iran : manifestations importantes pour la fin du deuil chiite

Le 11 décembre constituera une date importante dans la montée du mouvement populaire en Iran. En effet, cette période marquera la fin du deuil chiite et sera l'apogée des manifestations qui l'ont jalonné. Mercredi des milliers de manifestants ont défilé dans le bazar de Téhéran, tandis qu'à Zandjan et à Dayer l'armée tirait sur la foule faisant plusieurs victimes. Le même jour, le dirigeant du Front national a été libéré par le gouvernement militaire, ce qui tout en constituant un geste d'apaisement, pourrait être le fait d'une exigence des Américains, en quête d'une solution de remplacement. Karim Sandjani s'est pour l'instant refusé à participer à un gouvernement d'union nationale qui semble être la solution la plus probable envisagée par la classe au pouvoir en Iran.

Lire en page 8

**25 millions  
pour  
votre quotidien !**

Somme réunie à ce jour : 23,1 millions

Lire en page 3

# REFERENDUM EN ESPAGNE UN VOTE MASSIF CONTRE LE FRANQUISME

Par Hélène VARJAC

● *Le Pays Basque insatisfait de son statut : 56 % d'abstention*

● Comme il fallait s'y attendre, c'est une large majorité de oui : 87,5 % qui s'est prononcée en faveur de la nouvelle constitution espagnole, contre 8 % de non. Néanmoins, le taux d'abstention est plus important que prévu, puisqu'il atteint plus de 30 % (les sondages pronostiquaient 20 %), un Espagnol sur trois s'est donc abstenu. C'est au Pays Basque et plus particulièrement à San Sebastian que le taux d'abstention a atteint son chiffre le plus important : 56 %, alors que seulement 64 % des votants approuvaient la Constitution. Le Pays Basque a donc voulu marquer sa désapprobation d'une constitution qui bafoue les droits des minorités nationales. Les partis qui tireront probablement le plus d'avantages du résultat national sont le parti gouvernemental l'UCD et le PSOE.

## Après le référendum : les incertitudes demeurent

● L'échéance du 6 décembre est à peine close que déjà les incertitudes politiques s'annoncent. Le consensus que manifeste le Référendum a du mal à masquer les divisions et les oppositions autour de trois points fondamentaux : le calendrier des prochaines échéances électorales, la crise économique, la situation au Pays Basque.

### LE CALENDRIER DES ECHEANCES ELECTORALES

Sur le premier point, la Constitution fixe un cadre qui oblige le gouvernement, dans un délai de 30 jours, à choisir entre deux solutions. Dissoudre les Cortès (Chambre des députés) et convoquer de nouvelles élections législatives, ou bien solliciter un vote de confiance qui lui permettrait de continuer à gouverner. Jusqu'à une date récente, le PSOE de Felipe Gonzalez réclamait instamment des élections législatives et avait affirmé que le PSOE allait gouverner à court terme. Or, au cours de la campagne électorale, et peut-être suite à un long entretien privé avec Suarez, Felipe opte à présent pour la convocation des élections municipales avant les législatives. L'UCD ne semble pas pressée de convoquer des législatives, et veut se donner le temps de s'assurer le plus grand nombre possible de municipalités. Ces dernières en effet, sont toujours contrôlées par le personnel franquiste, ce qui crée des situations souvent très conflictuelles. Il serait question de les

fixer d'ici à 90 jours. Le PC lui, s'est prononcé pour retarder jusqu'en 1980 les législatives. En réalité, si plus personne, parmi les forces politiques bourgeoises ne semble pressé d'aller aux urnes, c'est à cause des difficultés qui se profilent.

### LA TENSION AU PAYS BASQUE

Sur le plan intérieur, plus personne ne croit à une solution rapide du problème basque. Le gouvernement Suarez ne cèdera pas sur la question de l'autodétermination ; le statut d'autonomie est en cours d'élaboration ; son adoption, et plus encore les transferts de compétence risquent de prendre plusieurs mois, alors que certaines revendications sont de plus en plus urgentes : la création d'une police basque, notamment, le départ de ce qui est considéré, par la plupart des patriotes, comme des forces d'occupation étrangère. De plus un Etat d'exception déguisé a été mis en place en Euskadi sous le nom de « 15 points contre le terrorisme ». De plus en plus, les milieux politiques

assimilent l'ETA à l'IRA, le Pays basque à l'Irlande, entendant par là que le problème est sans issue.

### LA CRISE ECONOMIQUE ET L'ENTREE DANS L'EUROPE

La question de l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun se précise et les négociations vont commencer ; or si cette entrée fait l'unanimité de la plupart des forces politiques, elle constituera un choc assez brutal pour l'économie espagnole et surtout pour l'agriculture, dans un contexte de crise. Un taux d'inflation annuelle qui tourne encore autour de 15 %, plus d'un million 200 000 de chômeurs dont moins de la moitié touche une allocation-chômage, une crise des investissements, voilà à quoi sera confronté tout gouvernement. Suarez croit pouvoir se passer d'un nouveau pacte social officiellement ou du moins il devra pour cela loupoyer davantage tenir compte des ambitions du PSOE, et de la grogne dans l'armée et la police, dont le coup d'Etat fasciste du 17 novembre a été le signe.

En somme, les lendemains de référendum sont bien incertains, sans parler des problèmes que suscite l'intégration à l'OTAN, la question de Gibraltar à celle des Canaries...

## Les partis face au référendum

### Les partisans du Oui

L'UCD (Union du Centre Démocratique) appelle au oui et son chef le président du gouvernement Adolfo Suarez a déclaré que l'objectif de faire « une constitution de tous pour tous » avait été pleinement atteint. Il a défini la Constitution comme « un compromis des différentes forces politiques qui émanent du peuple espagnol » sans cacher les difficultés qui subsistent et les incompréhensions. Il a en même temps mis l'accent sur « le poids amer du terrorisme qui par ses actions a essayé de freiner chaque pas vers des normes plus grandes de libertés... » En clôturant sa campagne, Adolfo Suarez a rappelé qu'il avait tenu les promesses qu'il avait faites en prenant ses fonctions, une manière de se présenter comme le principal artisan de la transition pacifique à la démocratie. Pour Suarez « la constitution en finira une fois pour toutes avec la dialectique des vainqueurs et des vaincus ».



Suarez

Le PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol) indique : « Nous ne demandons pas un oui à notre parti, mais la participation de tous à la construction d'un texte qui est pour tous. Le oui à la constitution, c'est le oui à un régime démocratique ». Felipe Gonzalez a déclaré : « Cette constitution, faite par tous, doit être le point de départ pour construire la nouvelle démocratie, pour aborder les problèmes graves et importants qui affectent notre pays. La constitution ne règle pas les problèmes mais ouvre la voie à la recherche des solutions pour construire l'avenir ».

Manifestation au Pays Basque



Gonzalez

Le PCE (Parti communiste espagnol) a déployé une intense activité en faveur du oui. En clôturant la campagne, Santiago Carrillo a souligné que le oui à la constitution était un « pas décisif pour réaffirmer le processus démocratique ». Pour le PCE, la transition politique ne s'achève pas avec le référendum. Carrillo a attaqué les abstentionnistes au Pays Basque : « Si la plupart de ceux qui appellent à s'abstenir n'étaient pas certains que la constitution va être approuvée massivement, ils appelleraient à voter oui. Ils savent que le non serait la fin de l'autonomie et des libertés ».



Carrillo

### Les partisans de l'abstention

— Le PNV (Parti nationaliste basque) : (Parti nationaliste libéral).  
— Le mouvement communiste (Parti nationaliste pour le socialisme).  
— Organisation de la gauche communiste.  
— Le PTE préconise l'abstention seulement au Pays Basque.  
Certains mouvements féministes.  
— Le CNT (centrale nationale des travailleurs, anarchistes).  
— Esquerra republicana de Catalunya.



Fraga

### Les partisans du Non

Les fascistes : Fuerza nueva ; Falange ; certains membres de l'Alliance populaire.  
LCR (Ligue communiste révolutionnaire) trotskiste.  
Hern Batasuna (coalition de forces patriotiques nationalistes basques).

## Les forces marxistes-léninistes

— L'ORT (Organisation révolutionnaire des travailleurs) a appelé à voter oui. Pour l'ORT, le oui à la Constitution est lié au non au Pacte social. La défense de la démocratie dans ce pays est unie à la défense des revendications les plus urgentes pour le peuple.

## Déclaration du Parti du travail d'Espagne

Nous sommes dans une journée d'élections. Nous ne reconnaissons pas encore les résultats de la consultation. Le Parti du travail d'Espagne a mené une intense campagne à travers toutes les régions et nationalités (à l'exception d'Euskadi où nous proposons l'abstention) en faveur du oui à la Constitution.

Il y a beaucoup de raisons qui font que les communistes appuient cette constitution et qu'ils appellent le peuple à la soutenir. Parmi ces raisons, une très simple : elle légalise les droits et les libertés que pendant 40 ans la dictature a refusés aux peuples d'Espagne. La Constitution sanctionne les conquêtes obtenues par les travailleurs et les couches populaires. Récemment, il y a eu en Espagne une tentative de coup d'Etat fasciste, « l'opération Galaxie », par laquelle les forces les plus réactionnaires du capital monopoliste essaient de faire pression pour que s'établisse un régime fort de droite.

Dans ce contexte, la Constitution qui va être approuvée prend toute sa signification : les droits et les libertés qu'elle garantit vont servir aux forces révolutionnaires à impulser des mouvements de masse dans tous les domaines pour obtenir une hégémonie des forces de gauche qui permette la formation d'un gouvernement, fermant la voie à la réaction, et ouvrant des perspectives pour trouver une solution aux graves problèmes politiques et économiques du pays.

Madrid, le 6 décembre



# Préparation du congrès du PS

## SOUTIEN CONDITIONNEL DE MAUROY A ROCARD

La polémique qui oppose Rocard à Mitterrand au sein du PS donne quelquefois lieu à des «magouilles» inattendues. Ainsi mardi, Harnu solide soutien de Mitterrand dans le PS, invitait Mauroy, dont on dit qu'il se rapprocherait de Rocard, à inaugurer le nouveau local de la section socialiste de la ville qu'il administre. Mauroy, n'oublions pas, dirige notamment la très puissante fédération du Nord. Passons rapidement sur les intrigues qui font que l'on invite certaines personnalités socialistes à l'inauguration du local et qu'elles ne viennent pas

Mauroy devait déclarer à propos de l'éventualité du dépôt d'une motion par Rocard qui soit différente de celle de Mitterrand pour le prochain Congrès : «Ce ne serait pas du tout une bonne chose, pour une raison simple, la majorité du parti doit bénéficier de ce qu'il apporte. Il faut, a-t-il souligné, que la majorité du parti, pluraliste, s'élargisse encore (...). Elle devra se réunir dans les prochaines semaines et faire le point de la situation. Si vraiment elle constate des divergences profondes, elle devra le dire et ce sera aux militants de se déterminer. Mais pour ma part, je ne conçois pas une majorité sans Michel Rocard autour de F. Mitterrand».

Cette déclaration doit être comprise à la fois comme une mise en garde à Rocard : «Pas question d'aller seul à la bataille du Congrès», mais aussi une adresse à Mitterrand : «Rocard doit occuper toute la place qui lui revient dans la majorité du PS». Si Mauroy, comme c'est le plus probable, est écouté, il aura alors, le moment venu, toute latitude pour appuyer Rocard comme candidat à la candidature de la Présidence de la République.

### MITTERRAND DENONCE UN COMLOT

Naturellement dans cette lutte qui se déroule autour de sa personne, Mitter-

rand ne demeure pas muet. Ainsi, au cours d'une conférence de presse tenue mardi à Bar le Duc (Meuse) il devait déclarer au sujet des sondages d'opinions concernant sa rivalité avec Rocard : «J'observe que le premier sondage (celui de la Sofres NDLR) qui semblait m'être favorable, faisait la «une» des journaux et les bonnes heures de la télévision, mais qu'on parle beaucoup moins du deuxième : c'est pour moi la signification principale. Il semble a-t-il poursuivi que je sois comme une sorte d'embarras aux yeux de beaucoup de responsables politiques de droite et, même le cas échéant, communistes qui voudraient recommencer comme avant Epinay, c'est

à dire avec une droite puissante et un parti communiste bien installé dans un certain nombre de secteurs mais pas dangereux pour le pouvoir conservateur». En clair, Mitterrand accuse la droite et le PCF de soutenir Rocard contre lui. Rocard, pour sa part (voir encart), s'est abstenu, au cours du déjeuner organisé par la presse économique et financière, d'évoquer les problèmes internes au PS.

Il a néanmoins reçu dans la dernière période des appuis de divers horizons dont certains ne sont pas de nature à confirmer l'image que le sondage de la SOFRES cherchait à donner de lui. Il lui sera en effet difficile de prétendre qu'il est «plus à gauche» que Mitterrand lorsqu'on entend Craipeau, Président du MRG déclarer : «Rocard ne dit rien d'autre que ce que disent les radicaux de gauche depuis plusieurs années mais peut-être le dit-il mieux que nous».

Sans doute, en revanche, Rocard et son courant feront beaucoup de bruit autour des contradictions qui traversent le PSU (voir encart). Après s'être constitué des appuis dans la CFDT, dans le CERES, dans l'ancienne SFIO et dans le MRG, il commence à en avoir dans le PSU.

### ROCARD : APPUI DANS LE MRG ET AU PSU

Il a néanmoins reçu dans la dernière période des appuis de divers horizons dont certains ne sont pas de nature à confirmer l'image que le sondage de la SOFRES cherchait à donner de lui. Il lui sera en effet difficile de prétendre qu'il est «plus à gauche» que Mitterrand lorsqu'on entend Craipeau, Président du MRG déclarer : «Rocard ne dit rien d'autre que ce que disent les radicaux de gauche depuis plusieurs années mais peut-être le dit-il mieux que nous».

Sans doute, en revanche, Rocard et son courant feront beaucoup de bruit autour des contradictions qui traversent le PSU (voir encart). Après s'être constitué des appuis dans la CFDT, dans le CERES, dans l'ancienne SFIO et dans le MRG, il commence à en avoir dans le PSU.

François MARCHADIER

### TENDANCE ROCARD DANS LE PSU

On aime le rétro au PSU. Quatre ans après la désertion de l'ancien Secrétaire national il reste des militants qui louchent de son côté. Et pas que des militants de base. Jean Berthoinier et Marc Gentes membres de la Direction politique nationale, ainsi que Gilbert Hercet et Pascal Golliet membres du Bureau national affirment en effet que le PSU doit «engager une confrontation avec la gauche du PS» (lisez le courant Rocard) «et la minorité du CERES» (lisez le courant rocardien dans la minorité

du PS). Selon eux, c'est la condition pour que le PSU ne disparaisse pas. Les porte parole de cette tendance affirment qu'ils ne remettent pas en cause leur choix de 74 à savoir de ne pas avoir suivi Rocard au PS.

### PAS DE REDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL SANS REDUCTION DE SALAIRE

Devant la presse économique et financière, Rocard a habilement marié les propos les plus réformistes et les envolées sur la société sans exploitation «que dès l'origine du

socialisme, les utopistes et les marxistes se sont trouvés d'accord pour chercher à atteindre». Sur ce second aspect des choses, Rocard n'est pas forcément le plus qualifié... Parlant de la limitation de la masse salariale nécessaire selon lui au redressement économique il devait déclarer : «Personne ne songe à diminuer les salaires jusqu'à deux fois le SMIC actuel». En effet, selon le Secrétaire national du PS «une amputation (du pouvoir d'achat NDLR) est nécessaire tant que la réduction de travail n'est pas compensée par des gains de productivité».

## 25 MILLIONS POUR QUE VIVE LE QUOTIDIEN

Gap	Un camarade.....	200	Villeurbanne	Un camarade.....	100
Caen	P.S.....	50	Paris 20*	Pour le retour à 12 pages.....	200
Montpont	Une enseignante.....	200	Ivry		103,50
Saint Gervais	C.F.....	200	Total		1 448
Florange	Soutien.....	20	Ancien total.....		229 956
		175	NOUVEAU TOTAL.....		231 404
Villerupt	Des camarades.....	200			

Pour les 25 millions du Quotidien du Peuple, je verse ..... F.

Nom : .....  
Adresse : .....

Etablir les chèques à l'ordre du Quotidien du Peuple : CCP ; centre Paris, compte N° 23 132 48 F.

Crédit Lyonnais : agence ZU 470 compte N° 7 713 J

## Sommet européen

### Premières réactions

A l'étranger : en Italie, le PCI se réjouit de l'échec relatif du sommet, et appelle à «relancer le processus d'intégration européenne sur des bases plus solides». Pour l'organe de la Démocratie chrétienne, «la pause de réflexion devrait permettre de surmonter les dernières difficultés».

En Irlande, les journaux parlent de «trahison», de «désastre». Le leader du Parti travailliste a qualifié le résultat de «défaite humiliante pour le gouvernement (...). Il s'est laissé tromper par ses homologues français et allemands».

En Grande-Bretagne, on s'est satisfait de la décision de l'Italie et de l'Irlande de ne pas participer au système. Le Parti conservateur approuve pour l'essentiel la position du Premier ministre.

En France : le communiqué du Conseil des ministres de ce mercredi annonce sans commentaire le résultat du sommet. La pru-

dence semble être de mise du côté de l'Elysée. Du côté du RPR, la Lettre de la Nation de ce mercredi trouve «fâcheuse pour la France qu'elle reste seule avec les cinq pays actuellement membres du «serpent» monétaire européen dont elle a déjà dû sortir deux fois».

Du côté du PS, on notait la réaction de Rocard, selon qui «l'idée d'entamer un processus de consolidation de l'Europe par la monnaie frise l'absurde, car les rapports de parités traduisent des différences de productivité et de vitesse de croissance de ces productivités».

Pour le PCE, «la naissance officielle de l'ECU entérine l'organisation de la domination du mark dans la Communauté». Pour l'Humanité, «les réticences marquées par l'Italie, l'Angleterre et l'Irlande soulignent, en retour, l'ampleur des abandons giscardiens».

## Hersant veut couler Nord - Matin

En 1967 lorsque Hersant rachète le journal socialiste Nord-Matin en difficulté, il est membre de la FGDS. Cela atténue les appréhensions de certains au sein de la rédaction ; d'autant plus qu'un contrat garantit que l'orientation social-démocrate du quotidien sera respectée. Cinq ans plus tard, le patron de presse décidait de publier dans Nord-Matin les pages magazines et les articles d'information générale de Nord-Eclair quotidien qui lui, est plutôt Lecanuetiste... Il ne devait d'ailleurs pas tarder à racheter cet autre journal.

Troisième étape, en 1977, Hersant faisait construire à Roubaix un centre d'impression et de diffusion destiné à la fabrication de ses deux quotidiens régionaux et éventuellement également au Figaro. Le 20 novembre de cette année, pour la première fois Nord-Matin y était imprimé désertant ainsi son imprimerie habituelle.

Simultanément, Hersant faisait surveiller de près les

bureaux de rédaction de ce journal dans le bassin minier lennois. Les sections syndicales du journal affirment que par ailleurs cette surveillance rapprochée s'accompagne d'un effort de diffusion sur cette région et d'une entrave à la diffusion du titre Nord-Matin sur le reste de la région Nord. Retard, diminution de la pagination etc. Simultanément Nord-Eclair, l'autre titre «Hersantisé» se voit doté d'éditions locales multiples dans la banlieue de Lille. Autant d'éléments qui permettent de penser qu'Hersant cherche à limiter la diffusion de Nord-Matin au bassin minier tandis que Nord-Eclair, pour le moment couvrirait le reste de la région. Sentant une menace sur l'avenir du journal socialiste, une partie du personnel alerte l'opinion publique, le maire de Lille, Mauroy a envoyé une lettre au sénateur Caillavet chargé d'une mission de réflexion sur les problèmes de la presse.

Ce n'est pas l'inculpation récente d'Hersant, qui est de nature, semble-t-il, à le faire reculer.

### Le Matin re-répartit son capital

Suite à l'augmentation du capital du Matin, la répartition s'établit désormais de la manière suivante : Claude Perdriel 31 %, Jérôme Seydoux 25 %, le Nouvel Observateur 19 %, les petits actionnaires 25 %.

Le Quotidien du Peuple  
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19  
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J  
CCP N° 23 132 48 F - Paris  
Directeur de Publication : Y. Chevet  
Imprimé par IPCC - Paris  
Distribué par les NMPP  
Commission Paritaire : 56 942

# AMORCE DE DIALOGUE ENTRE LA CONFEDERATION ET LA REGION

Par Stéphane RAYNAL

● Le 5<sup>e</sup> Congrès CFDT Rhône-Alpes, tenu à Saint Etienne du 4 au 6 octobre, revêt une grande importance pour l'ensemble de la confédération ; la présence d'Edmond Maire, le fait qu'il ait répondu

Si le débat sur les statuts régionaux n'a guère été qu'une escarmouche, il a déjà permis certains regroupements, notamment en révélant l'existence d'une contestation PS vis-à-vis de la région (qui, elle, est proche du CERES). C'était le sens d'une intervention des Métaux de Roanne. Mais cette discussion touffue et inachevée (dont nous rendons compte ailleurs) n'était pas le terrain où se jouait le Congrès, loin de là !

Il en était ainsi en particulier parce que la question du rôle respectif des Unions départementales et des Unions interprofessionnelles de base ou de secteurs n'étaient pas assez mûries. Mal explicité, le problème n'a pas entraîné de clivage profond : le vrai débat était ailleurs...

Et c'est bien sur le fond du Congrès lui-même que les affrontements ont eu lieu effectivement, dans la clarté, sur le mot d'ordre défendu par Pierre Héritier et l'Union régionale : «reconstruire l'union des forces populaires, dans l'action» ! Mais, auparavant, la région et la confédération devaient ouvertement fixer leurs divergences et les limites d'une entente possible, au détriment de ceux que Edmond Maire a l'habitude de désigner comme «les gauchistes et les maoïstes» dans la CFDT.

## UN DIALOGUE SUR LES RAPPORTS REGION CONFEDERATION

Intervenant de plein pied dans le débat régional, le Secrétaire général de la CFDT a-t-il voulu «arrondir les angles» avec la région Rhône-Alpes ? C'est ce que pensaient plusieurs responsables de cette U.R.I., et notamment son animateur Pierre Héritier. De fait, Maire a joué la carte de la franchise proclamée, parlant simplement de «différence et d'accent sur les priorités syndicales» entre région et confédération.

Ces reproches ? Le fait que l'Union régionale ne

soit «pas très autocritique» sur le passé et notamment la période préfectorale et mars 78. L'impasse de la région sur le lien nécessaire entre les revendications immédiates et les réformes de structure de demain proposée par la confédération. Car la région oublierait alors de «penser le changement et un nouveau type de développement (par exemple en matière de transport ou d'urbanisme)». Edmond Maire a souligné aussi une divergence sur les formes d'action et il a dénoncé ce qu'il a estimé être un procès d'intentions. «On juge la confédération comme ne voulant pas mobiliser». Mais sa réaffirmation de la nécessité de «action syndicale articulée à tous les niveaux» ne répondait en rien aux problèmes réels soulevés par bon nombre de syndicats de Rhône-Alpes.

Indiquant que ce n'était pas son habitude de venir s'expliquer ainsi dans un Congrès de région, Maire l'a justifié sur deux plans : — la «politique du soupçon vis-à-vis de la confédération» dont est accusé nationalement l'Union régionale CFDT Rhône-Alpes...

— l'importance de cette région de la CFDT (2<sup>e</sup> en force syndicale et capable d'une analyse spécifique)... Aussi on doit prendre très au sérieux les critiques confédérales à l'encontre tant de la politique interprofessionnelle de l'UR (qui ne tiendrait pas assez compte des «différences de responsabilité dans l'action entre régions et fédérations professionnelles», que sa ligne de conduite internationale. (Soutenir l'entrée de la CGT dans la Confédération européenne des syndicats comme «garantie de classe», face au réformisme de syndicats membres de la confédération internationale des syndicats libres d'Europe du Nord). D'une certaine manière, feutrée, c'est le Congrès confédéral de Brest de 79 qui se préparait ainsi à St Etienne !

C'est sans doute ce qu'a

en personne au rapporteur Pierre Héritier, secrétaire général de l'Union régionale, en est un des signes. La préparation active du 38<sup>e</sup> congrès confédéral de Brest a été ouverte ainsi ! D'autant

compris Pierre Héritier avant de prononcer sa réponse (en tant que rapporteur sur l'orientation générale de la région) dans le débat du congrès.

Si une bonne partie de son intervention fut consacrée aux problèmes internes de la région (et en particulier les problèmes soulevés par l'Union départementale du Rhône) le reste, par contre, répondait à la direction confédérale.

Partant d'abord des apports concrets de certains secteurs professionnels dans le débat (cheminots ou construction-bois, par exemple) il a insisté sur

le fait que, pour lui, c'est grâce à la région Rhône-Alpes que les problèmes de division des travailleurs dans la crise et les restructurations pourraient être mieux pris en charge au niveau confédéral. Quant aux revendications, il a mis l'accent sur la nécessité de «ne pas abaisser la barre» et de «ne pas opposer la lutte de branche et lutte d'ensemble» somme il soupçonnait (à juste titre semble-t-il) la confédération de le faire.

Il refusait également «la priorité à l'action fédérale, comme Maire semble faire, et qui ne laisserait aux régions que l'action sur le

plus que l'Union régionale Rhône-Alpes est celle où a éclaté l'an dernier «l'affaire de l'U.D. du Rhône» et que l'opposition syndicale y joue un rôle non négligeable !

cadre de vie ou la santé». Parlant des négociations menées à froid, il plaisanta le secrétaire général : «Si nous avons mal compris, alors nous ne sommes pas les seuls !». Mais c'était pour se féliciter aussitôt que l'échec global des négociations, l'offensive patronale, les réalités du capitalisme «ramènent tout le monde sur le terrain de la lutte (qu'on ne doit jamais quitter)». Selon lui, le récent bureau national aurait témoigné d'un nouveau climat «permettant de dépasser les divergences». Et terminait son dialogue avec Maire, en lui reprochant d'avoir caricaturé les

positions internationales de la région et de vouloir l'enfermer dans une fausse alternative : «rejoindre les réformistes de la CISL ou bien rester dans le ghetto chrétien de la CMT (Confédération mondiale des travailleurs)». Il plaisantait alors une dernière fois : «Le secrétaire général se serait-il trompé de congrès ou bien de région ?».

Comme on le voit, cette réplique régionale est donc restée dans certaines limites, permettant à Pierre Héritier de se retourner ensuite plus aisément contre la gauche syndicale dans le congrès !

## Le débat sur les statuts de l'Union Régionale CFDT Rhône - Alpes

Deux projets de statuts étaient soumis aux congressistes CFDT, mais le vrai débat a eu lieu en dehors de ces deux textes.

Les deux textes faisaient reposer le fonctionnement de la région Rhône-Alpes CFDT sur les Unions départementales d'une part, sur les Unions professionnelles (syndicats d'une même branche d'industrie) d'autre part. Ils se distinguaient, l'un par la possibilité d'Assemblées générales de syndicats entre deux congrès, l'autre par la création d'un Comité régional, élu, pour moitié par le Congrès et se réunissant une fois l'an. Dans les deux cas : le Conseil régional, «organisme directeur», est entièrement désigné sans aucun contrôle réel des syndicats. Ce qui lais-

se les mains libres à la Région pour appliquer à sa manière la politique définie au Congrès. C'est le premier préfet qui a été adopté par 65 % des mandats contre 19 % et 16 % d'abstention.

Mais le syndicat de la Sécurité sociale du Rhône quant à lui, proposait un autre type de région qui, à terme, pouvait conduire à disparition progressive des UD et à leur remplacement par des Unions interprofessionnelles de base (UIB) de taille plus restreinte, et donc plus adaptées à la prise en compte plus immédiate des problèmes intersyndicaux par les sections syndicales : plusieurs régions CFDT fonctionnent d'ailleurs déjà ainsi (Lorraine, Auvergne...). Ce projet de la Sécurité sociale du

Rhône fut rapidement étouffé. Dès ce moment, était mise en avant la question de la «pratique démocratique» de la région Rhône-Alpes. Les travaux du Congrès en donnaient une illustration en effet : le règlement intérieur du Congrès prévoit que la Commission des résolutions (6 représentants de la structure régionale et 6 élus par le Congrès) peut décider de rejeter sans débat un amendement. Les minoritaires, taisez-vous ! C'est donc en fait la région qui décide de tous les débats du Congrès... Le débat sur l'organisation interprofessionnelle dans la région ayant été en partie esquivé, ce Congrès n'a pas permis d'avancer cette question qui, sans être un point essentiel, a pourtant

une réelle importance. Comment permettre en effet aux militants, par le débat et la confrontation avec ceux des autres boîtes de la localité, de définir les moyens communs d'action, de créer les conditions d'une lutte d'ensemble des travailleurs contre le patronat et le pouvoir, et aussi de s'emparer réellement à la base des problèmes politiques dans la CFDT ?

Comment faire enfin réposer l'Union régionale sur des structures de base représentatives de véritables entités économiques sociales et politiques dans lesquelles se retrouvent les travailleurs : ces «pays» où l'on veut «vivre et travailler» !

## ● Centrale thermique d'Aramon (Gard)

### Première lutte, premier succès !

Au bord du Rhône, pas très loin de Tarascon, la centrale thermique d'Aramon : 130 salariés. Pour la première fois, le jeudi 23 novembre, ils se sont mis en grève illimitée, pour exiger des effectifs : avec la mise en route, d'ici la fin de l'année, de deux nouvelles tranches de 700 megawatts, ils exigeaient 40 créations d'emploi, car ils estiment à juste titre qu'à 130, ils arrivent déjà tout juste à faire tourner la centrale. L'EDF a été particulièrement intransigeante, pendant plusieurs jours. En fin de compte, sous la pression persistante de la grève qui paralysait la centrale, et la menace d'extension du mouvement aux autres centrales de la région, la direction de l'EDF a dû céder partiellement : elle accepte 19 créations de poste, il est vrai pour l'instant... C'est quand même un résultat encourageant !



Pendant la grève, devant l'usine. (Photo Patrick Bergerot)

## Parmi les invités

Parmi les invités du congrès régional CFDT, on pouvait noter outre M. Garicoix de Syndicalisme Hebdo, un syndicaliste italien de la CISL de Milan (ce qui n'était déjà pas fortuit). Mais surtout on trouvait côte à côte des représentants des unions régionales d'Auvergne, de Bourgogne et du Languedoc-Roussillon, venus semble-t-il par affinité. La Franche-Comté avait par ailleurs été invitée mais n'était pas représentée. Les jeunes du D.G.B. allemand avaient envoyé un message, mollement applaudi.

# Foyers Sonacotra en lutte 5 ÉCHECS DE LA DIRECTION

## Nouvelles menaces. La fermeture des foyers

Cinq nouveaux jugements ont été rendus, dans la bataille que la direction Sonacotra a engagée devant les tribunaux pour obtenir l'expulsion de résidents de foyers en grève. Pour la Sonacotra, ces cinq jugements sont un échec complet :

Le tribunal de Montreuil a refusé les expulsions, et s'est déclaré incompétent sur le problème des arriérés : il renvoie donc l'affaire devant le tribunal administratif, et désigne deux experts (un comptable et un architecte) pour examiner les comptes et les conditions de logement. Ils devront rendre leur rapport au plus tard en juin 1979 ! Le tribunal de Montmorency a pris le même genre de décision, concernant les résidents assignés du foyer d'Ermont. Par ailleurs, les Tribunaux de Versailles (pour le foyer de Sartrouville), d'Evry (pour les foyers d'Athis Mons et Massy-Ampère), et de Meaux (pour le foyer de Meaux), se sont déclarés



incompétents.

A n'en pas douter, la mobilisation soutenue de milliers de résidents des foyers Sonacotra et des autres foyers, et en particulier la grande manifestation du 18 novembre, qui avait vu une participation nouvelle des travailleurs français, n'y est pas pour

rien.

Mais la direction Sonacotra ne s'avoue pas vaincue, et elle commence à mettre sur pied une autre tactique, une nouvelle forme de répression : elle envisage de fermer au moins une dizaine de foyers, et elle a, dans ce sens, adressé une lettre aux résidents

du foyer de Nanterre Prievères, dans laquelle elle les somme de payer d'ici quinze jours, faute de quoi elle fermera le foyer. Les résidents n'ont pas l'intention de se laisser mettre sur le pavé, ils envisagent d'ores et déjà la riposte.

## INFORMATIONS GENERALES

# Prostitution : un projet de loi de Le Tac pour légaliser les accomodements

Le député RPR Le Tac vient de présenter un projet de loi qui vise à une nouvelle réglementation de la prostitution, notamment la réouverture officielle de certaines «maisons closes».

Les intérêts mercantiles de la bourgeoisie, dans ce domaine, pourraient ainsi être préservés, en assurant un contrôle sur un des plus gros «chiffres d'affaire» qui lui échappe au profit d'une frange de proxénètes. Le Tac puise ses arguments tous azimuts pour justifier son projet : ils révèlent, outre l'incapacité de la bourgeoisie à lutter contre la prostitution, les accomodements qu'elle en retire.

En avril 1946 était votée la loi Marthe Richard, condamnant les «maisons closes». Loin de supprimer le proxénétisme et la prostitution, ceux-ci se poursuivaient sous d'autres formes, et de fait éliminait le peu de contrôle que l'Etat pouvait effectuer. Aujourd'hui, le proxénétisme demeure le principal moyen d'approvisionnement du milieu, par des fonds de roulement considérables,

### DES SOMMES CONSIDERABLES...

Les Renseignements généraux estimaient eux-mêmes les fonds brassés par la prostitution à six milliards de francs, en 73, pour la seule région parisienne. De quoi faire loucher la bourgeoisie, qui ne dispose pour tous contrôles que de rafles régulières

de prostituées, leur infligeant des amendes, qui se chiffrent à plusieurs millions.

Nombre de députés ont salué le «courage» de Le Tac de présenter un tel projet.

Le Tac lui-même dit clairement : «qu'il ne s'agit pas de supprimer la prostitution, ni de la réprimer. Comme toutes les activités humaines, elle est soumise à la loi de l'offre et de la demande». Tout au plus s'agit-il de permettre aux péripatéticiennes de les ôter de «l'emprise des proxénètes». Alors qu'elle est la solution préconisée par Le Tac ? Il affirme qu'il n'a pas l'intention de revenir aux maisons closes, mais de laisser aux municipalités «toute liberté, soit de créer leur propre établissement, soit de contrôler les établissements existants», ce

dernier point permet donc d'affirmer que malgré la loi de 1946, les «maisons closes» existent encore, et qu'elles sont connues.

### CONVOITEES PAR LA BOURGEOISIE

Le Tac qui affirme qu'en ce domaine il ne faut pas mettre en avant la morale, mais l'efficacité, à tout lieu d'être entendu, quelle municipalité ne serait pas intéressée par ce commerce peu glorieux, mais qui draine des sommes faramineuses ?

En somme, Le Tac préconise l'installation d'«Eros-center», à l'exemple des établissements qui existent notamment en Allemagne et qui peuvent abriter de trois cents à quatre cents prostituées.

Pour justifier son projet de loi, Le Tac s'appuie sur la recrudescence des maladies vénériennes. Mais les organismes médicaux, ce que ne manquera pas de connaître notre député, sont unanimes, à dire que les prostituées n'en sont responsables que pour une très faible part.

De fait, en institutionna-

lisant la prostitution, le projet de loi présenté, reconnaît ce commerce à l'image de la société qui le tolère. Incapable de supprimer ce qui est l'expression la plus significative de l'oppression féminine, la bourgeoisie est contrainte de reconnaître sa responsabilité en l'affaire, elle le fait, non sans en retirer les fruits.

Loin de disparaître sous le capitalisme, la prostitution se développe en même temps que sa décomposition mûrit. La crise économique, en développant la misère, pousse en effet des familles en difficulté à recourir à la prostitution «sauvage». De plus la crise idéologique, liée à la crise économique, tend à un développement de ces tares que sont prostitution, pornographie...

Cet héritage historique, la bourgeoisie s'en accomode fort bien, elle cherche à en tirer profit, le projet de Le Tac en est un exemple. La femme ne peut en espérer une transformation de l'image et du rôle que la bourgeoisie fait d'elle.

Pierre CHÂTEL

## ● Journée ville morte à Boulogne-sur-Mer

Après l'annonce des 1569 licenciements aux Acieries de Paris et d'Outreau à Boulogne-sur-Mer, syndicats et partis politiques organisaient une «journée ville morte», ce jeudi. Une manifestation était prévue le matin à 9 h 30.

## ● Chaffoteaux et Maury : 200 F d'augmentation

Après 15 jours de grève, les 1 900 travailleurs de Chaffoteaux et Maury à Saint Brieux (Cotes du Nord) ont repris le travail jeudi matin. Ils ont obtenu une augmentation de salaire de 200 F : 1 000 F à partir du 1<sup>er</sup> novembre et 100 F à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1979. Le 13<sup>e</sup> mois est augmenté de 7 %. Des négociations doivent se tenir au mois de mars pour discuter notamment du retour aux 40 heures hebdomadaires sans perte de salaire. Enfin la direction a dû abandonner les poursuites judiciaires qu'elle avait engagées contre 23 grévistes.

## ● Montreuil : la BNP occupée

Au lendemain du 15 novembre, les employés de la BNP de Montreuil (Banlieue Est de Paris) se sont mis en grève avec occupation au siège administratif. Ils demandent des augmentations de salaire et des effectifs. L'occupation, qui se limitait à la journée au début, se poursuit la nuit, depuis le début de la semaine. Les grévistes bloquent l'entrée des travaux. Comme dans toutes les banques, le personnel comprend une forte proportion de femmes. Pour l'instant, la direction essaie d'intimider les grévistes, en faisant des constats d'huissier. Mais les grévistes ne sont guère impressionnés, et popularisent leur lutte dans Montreuil, par des diffusions de tracts et en organisant des collectes.

Dans d'autres banques BNP (Bordeaux, Montpellier, Ecully) l'action se poursuit aussi depuis plusieurs jours. Par ailleurs, pour faire pression sur la question des horaires, les fédérations CGT et CFDT de la banque ont lancé un mot d'ordre de réduction du temps de travail d'une demi-heure chaque jour du 11 au 22 décembre.

### OCCUPATION A LA BANQUE DE PARIS ET DES PAYS BAS

Occupation également à la Banque de Paris et des Pays bas à Paris (2<sup>e</sup>) où 300 employés sont en grève depuis 15 jours. Ils exigent le maintien de l'emploi, la suppression des sanctions contre les délégués syndicaux et la

### réduction de l'horaire hebdomadaire à 35 heures.

### SKF OCCUPEE

La direction de la société suédoise SKF a annoncé son intention de fermer son usine de Bois-Colombes, dans la banlieue parisienne. Les 540 travailleurs de cette entreprise ont décidé de riposter en occupant l'usine.

### RECLUSION A PERPÉTUITÉ POUR LE LEGIONNAIRE ASSASSIN DE DEUX BERGERS CORSES

La Cour d'Assises de Bastia a condamné Ludwig Wolfgang, alias Werner Ladevic, à la réclusion criminelle à perpétuité. Déserteur de la Légion étrangère, Ludwig Wolfgang avait assassiné le 25 septembre 1976 deux bergers dans la montagne au dessus de Corte. Comme on pouvait s'y attendre, tout a été fait pour éviter que le procès de Ludwig Wolfgang ne devienne celui de la Légion.

### VAL-DE-MARNE : DES ECOLES OCCUPEES

Plusieurs écoles primaires ont été occupées par des parents d'élèves, dans le Val-de-Marne, notamment à Thiais et à Vitry, pour protester contre le manque d'effectifs du personnel enseignant.

35 écoles dans le Val-de-Marne manquent d'instituteurs remplaçants, à la suite du départ de 75 instituteurs reçus aux concours d'École normale, et qui n'ont pas été remplacés.

## ● Sahara

Le Front Polisario a annoncé que la Mauritanie avait rompu unilatéralement et sine die les négociations. Selon son Secrétaire général «à Paris comme à Tripoli Bamako et dans une quatrième capitale africaine, à toutes les tables de négociation, les Mauritaniens n'ont pas abordé concrètement le problème du Sahara Occidental. Ils se sont contentés de multiplier les tergiversations en déclarant de bonnes intentions de paix dont ils ont démontré la fragilité en liant leur position finale à l'autre partie». Il accuse notamment la Mauritanie d'avoir partie liée avec le Maroc, pour détourner les initiatives prises notamment par l'OUA.

«Le Front Polisario rejette catégoriquement la logique qui consiste à abuser de l'esprit des décisions des organisations internationales, à les détourner, à mettre sur le même pied d'égalité agresseurs et victimes, à commettre erreurs, maladresses et partialité au nom de la sagesse et de la légalité et permettre de la sorte aux expansionnistes de renforcer leur bellicisme et leur intransigeance» a-t-il déclaré.

De Nouakchott l'AFP faisait savoir mercredi que les milieux autorisés affirmaient vouloir poursuivre la politique de dialogue.

## ● Israël construit un aéroport au sud-Liban

Les militaires sionistes, qui occupent une partie du sud-Liban en collaboration avec les phalangistes chrétiens regroupés dans ce secteur, ont commencé des travaux pour remettre en état un ancien aéroport colonial. Pour ces travaux, les militaires ont exproprié plusieurs terrains du village de Marjayoun occupé. Comme en Palestine, les sionistes commencent à construire leurs colonies au Liban. Un magasin d'alimentation du village a été exproprié par un groupe israélien.

La responsabilité de la FINUL (les forces de l'ONU envoyées au sud) est claire quand l'un de ses porte-parole affirme qu'il ne s'agit que de «quelques pelletées de sable».

## Roumanie - URSS

# BREJNEV S'EN PREND A LA «DEMOCRATIE» DE LA ROUMANIE

● En recevant le chef de l'État Afghan, Brejnev a lancé une attaque à peine voilée contre l'attitude de la Roumanie : «Nous ne consentirons pas à affaiblir notre défense face à la puissance militaire croissante de l'impérialisme quels que soient les arguments démagogiques recouvrant les appels en sa faveur». On sait que la Roumanie a défendu lors du dernier sommet du pacte de Varsovie le principe de la dissolution des blocs militaires et s'est opposée à tout accroissement des dépenses militaires «injuriées» à ses yeux.

Brejnev ici, dans une allusion transparente à cette position, inverse le vrai et le faux, en faisant passer un refus d'augmenter un budget militaire pour une tentative d'affaiblir une défense. Cela donne une idée exacte de ce que l'URSS appelle sa défense avoir des moyens militaires croissants, un potentiel d'agression en progression constante.

Mais cela est inquiétant. En effet Brejnev assimile quasiment les positions roumaines à une complicité avec «l'impérialisme» justifient ainsi une attitude hostile à l'égard de la Roumanie. Cette sortie de Brejnev indique que les Soviétiques ont pris le parti d'attaquer de front la Rouma-

nie et les premières réactions seront sans doute suivies d'événements importants, d'attaques croissantes de l'URSS à l'encontre de la Roumanie.

### BREJNEV MENACE

La déclaration de Brejnev est dans le droit fil du communiqué du Bureau politique du PCUS, publié le 29 novembre, à propos de la réunion du sommet du Pacte de Varsovie. Ce communiqué réaffirme les positions soviétiques bien différentes du texte de la déclaration du Pacte sur trois points essentiels :

— Sur le renforcement des budgets militaires, de leur coordi-

nation, de l'intégration des forces, le communiqué dit : «Vu l'intensification toujours croissante de la course aux armements par les pays de l'OTAN, il est nécessaire de maintenir et d'augmenter le potentiel défensif des forces armées combinées du pacte de Varsovie».

— Sur les liens entre le pacte, Cuba et le Vietnam, le communiqué parle de «l'importance majeure» du traité soviéto-vietnamien et de «la coopération générale» de l'URSS avec Cuba et le Vietnam.

— Sur la Chine, le communiqué qualifie les dirigeants chinois de complices de l'impérialisme et de la réaction.

En mettant en avant ces trois questions, l'URSS montre avec clarté quels sont ses plans : entraîner les pays du Pacte de Varsovie plus loin dans sa politique d'agression en les soumettant plus étroitement à son contrôle. Que la position prise par la

Roumanie ait grandement contribué à ce que ce projet échoue, indique l'incompatibilité totale entre les politiques des deux pays.

### COMPLICITÉ DES PAYS OCCIDENTAUX

Le Kremlin peut espérer réduire cette opposition. Il a du moins reçu des pays occidentaux une honteuse neutralité, silencieusement souvent, avouée parfois, avec une grossièreté révoltante comme ces quelques phrases de conclusion de l'éditorial du Figaro : «1979, année critique pour Bucarest ? Il est d'ores et déjà permis d'admettre que cette fois, M. Nicolae Ceausescu n'aura rien négligé pour qu'elle se présente sous les plus périlleux auspices».

On ne saurait justifier plus nettement les Soviétiques et par avance tous leurs actes. Selon ce monsieur, Ceausescu l'a bien cherché !

Grégoire CARRAT

## Moyen - Orient : nouvelle tournée américaine

# ARAFAT A LA TELEVISION AMERICAINE :

## LES PALESTINIENS TRAHIS A CAMP DAVID

● «L'Organisation de Libération de la Palestine n'acceptera une autonomie qui ne s'accompagne pas d'une indépendance totale» a déclaré Arafat au cours d'une interview transmise le 4 décembre sur la chaîne de télévision américaine CBS. «En parlant d'autonomie, au lieu d'autodétermination, le Président Carter et son administration ont trahi les Palestiniens». Il a également affirmé : «Les accords de Camp David ne tiennent pas compte des Palestiniens, il n'y aura pas de paix dans la région sans leur participation». Enfin, à propos des divergences opposant les négociateurs égyptiens et israéliens sur l'établissement d'un lien entre le traité égypto-israélien et le statut des Palestiniens, Arafat s'est déclaré peu concerné : «Pourquoi accepterions-nous que se tiennent des élections en Cisjordanie ?» a-t-il lancé.

Si l'OLP réaffirmait ainsi nettement, par la bouche de son Président, la volonté du peuple palestinien de voir reconnus ses droits, les Etats-Unis n'en cherchent pas moins à surmonter les divergences qui opposent Israéliens et Égyptiens, pour que le traité prévu à Camp David soit enfin signé. C'est pourquoi Cyrus Vance a entrepris une nouvelle navette pour essayer de trouver un compromis entre les positions du Caire et de Jérusalem. De son côté, Byrd, émissaire de Carter, a entrepris une tournée en Jordanie, Syrie et Arabie Saoudite.

### LES DEUX VERSIONS DU PROJET DE TRAITE

Les négociations de Washington sont quasiment interrompues depuis que Sadate a rappelé, le 23 novembre, son représentant. Cependant, les

contacts par l'intermédiaire des Etats-Unis se sont poursuivis. Les désaccords sont maintenant largement connus : il s'agit d'une part, du lien du traité avec un calendrier de désengagement israélien des territoires occupés en 1967, d'autre part du refus de l'Égypte de faire passer le traité israélo-égyptien avant ses autres engagements internationaux, notamment à l'égard des pays arabes. La publication par le journal israélien Haaretz le 21 novembre et le journal égyptien Al-Ahram le 23 novembre des deux versions du projet de traité sur lesquelles chacun dit que les partenaires sont tombés d'accord a fait l'état de la discussion.

1 - Sur le lien entre le traité égypto-israélo-égyptien et le règlement global les deux versions en affirment le principe de manière assez vague «en

disant que le traité n'est qu'un pas important vers la recherche d'une solution globale au conflit du Moyen-Orient». L'Égypte veut des engagements plus précis de la part d'Israël en ce qui concerne la Cisjordanie et Gaza.

2 - Sur la portée du traité les deux versions sont profondément divergentes :

— Version israélienne, article 6 : «(...) En cas de contradiction entre le traité ou le pacte et le traité de paix israélo-égyptien se sont les clauses de ce dernier qui engageront les signataires».

— Version égyptienne, article 6 : «Le traité n'affecte pas les droits et les obligations des parties définies dans la charte des Nations Unies».

La divergence est ici de taille : les Israéliens, outre qu'ils cherchent à s'arroger un droit de regard exorbitant sur la conduite de la politique étrangère égyptienne, veulent que l'Égypte renonce à tous ses engagements avec les autres pays arabes. Les États-Unis ont authentifié cette version.

### LA TENTATIVE DE COMPROMIS AMERICAINE

Selon des confidences américaines, Cyrus Vance se rendrait dans les deux capitales porteur d'une offre de compromis : les



Etats-Unis garantiraient à Israël que les engagements politiques et militaires de l'Égypte ne la conduiraient pas à contrevenir au traité, en échange du retrait des exigences israéliennes. En revanche, Israël devrait fournir un calendrier de désengagement. Les Américains se gardent bien de trop d'optimisme, annonçant avant le voyage qu'il n'y avait pas à s'attendre à une percée. Et pour cause : Israël a pu impunément

les ridiculiser en présentant comme un texte d'accord, que Begin a fait adopter par la Knesset, un texte qui n'avait pas été retenu par les négociateurs de Washington.

De telles mésaventures ne sont pas propres à rassurer et à convaincre les autres pays arabes dont les Etats-Unis voudraient bien gagner l'appui. L'émissaire du Président américain Byrd a quitté Amman lun-

di où Hussein lui a répété que les accords de Camp David étaient «inacceptables parce qu'ils ne constituent pas une base solide pour un règlement juste et durable» rapporte l'agence de presse. Hussein a également déclaré que «l'intransigeance et l'ambition d'Israël sont responsables de l'échec de toutes les initiatives lancées depuis deux ans du côté arabe pour parvenir à une paix juste».

Pour mieux lutter

## CONNAITRE L'ECONOMIE

## Alliance Giscard-Schmidt à Bruxelles

## «Modèle allemand» pour l'Europe ?

Par Jean - Pierre MORVAN

● Au début de la semaine, la tentative, manquée aux deux-tiers, de création d'une zone monétaire européenne stable, avait un pivot : l'entente franco-allemande. Depuis deux ans, d'ailleurs, tous les efforts en vue d'une coordination des politiques économiques européennes se sont faits sur la base du rapprochement Giscard-Schmidt.

Lors de sa première conférence de presse, après les élections législatives de mars 1978, Giscard présentait la République fédérale allemande et son économie, comme «le modèle à rattraper». Ceyrac, de son côté indiquait au plan Barre de s'inspirer de la RFA «en ce qui concerne la modération nominale des salaires et le renforcement interne du système libéral d'économie de marché». Ces derniers mois, la référence au «modèle allemand» s'est faite de plus en plus insistante dans les discours des hommes politiques des partis au pouvoir comme ceux du PS - MRG.

Leur discours sur le modèle allemand s'articule sur deux idées principales :

D'abord la puissance de l'économie allemande qui, aujourd'hui, parmi les économies impérialistes, semble la mieux supporter la crise avec le Japon ;

Ensuite, à l'adresse des travailleurs et leurs organisations syndicales un modèle de collaboration de la classe ouvrière à la gestion de la bourgeoisie allemande, collaboration qui semble assez étroite à Mauroy, du PS, pour qu'il prétende que ce sont «les syndicats et les travailleurs qui ont le pouvoir en R.F.A.».

## Une puissance économique

Qu'est-ce qui a permis qu'aujourd'hui, l'économie de la RFA soit aussi puissante ? Nous retiendrons pour principaux facteurs : les acquis historiques, des conditions particulièrement favorables dans les années 50 et au début des années 60, une évolution interne qui a permis la constitution d'un appareil de production particulièrement compétitif et la réalisation constante d'excédents commerciaux.

D'abord les acquis historiques. Au lendemain de la guerre, la RFA hérite en quelque sorte d'un puissant et moderne appareil productif, produit de l'accumulation très soutenue du capital pendant la période nazie, notamment pendant l'effort de guerre. Cet appareil productif est, de plus, très faiblement entamé par la destruction et les démontages (respectivement 12 et 13 % de la valeur du capital de 1943). De plus, il s'agit d'un capital particulièrement jeune, peu usé et moderne (ce qui ne sera pas le cas par exemple pour l'économie de la France à la Libération).

Enfin, pendant une assez longue période, ces capacités de

production resteront inexploitées (plus de 25 % en 1950) faute principalement de main d'œuvre.

D'où l'importance du deuxième facteur : les conditions favorables de 1945 à 1961 (date de la construction du mur de Berlin). La RFA a bénéficié de l'afflux de 13 millions environ d'expulsés, ou de réfugiés (ou immigrés) d'Allemagne de l'Est et de Pologne. Il s'agit d'une population jeune et qualifiée, très mobile sur le marché du travail et en fait peu exigeante. De plus, elle constitue une vaste armée de réserve qui va jouer sur toute cette période un rôle certain dans la modération des hausses de salaires.

A cela, il faut ajouter la division du pays qui a contraint la RFA à choisir l'ouverture à l'extérieur, la carte du commerce extérieur. Il s'agissait de financer l'achat des produits agricoles, des matières premières et des produits industriels (optique, aéronautique...) qui lui feraient brusquement défaut, par la vente des produits de l'industrie lourde (sidérurgie, métallurgie...). Cette division a, en quelque sorte, forcé la RFA au libre échange et à l'agressivité commerciale.

Enfin, un autre facteur non négligeable intervient : les crédits américains, d'abord sous la forme de l'Aide de Marshall (1,5 milliard de dollars) et d'«Aide aux zones occupées» (2 milliards de dollars) ; puis, sous la forme de vagues successives de capitaux attirés par les qualités de cette économie et de sa monnaie. Les aides ont pour l'essentiel permis de financer une partie des investissements des secteurs de base (industrie lourde, énergie, transports...) et surtout la moitié des importations (matières premières) rendues nécessaires par la division du pays.

## La constitution d'un appareil productif compétitif

De 1950 à 1975, l'économie de la RFA a connu une croissance remarquable qui a fait dire au milieu des années 60, qu'il s'agissait de «miracle allemand». Cette croissance, qui va néanmoins en se décelérant de 50 à 70 (8 % par an dans les années 50, 5 % dans les années 60 et 2,5 % depuis 1970) reste supérieure à celle des autres économies européennes. Elle est due principalement à un rythme très élevé d'élévation de la productivité du travail (6 %, 5 %, 4 % pour les périodes 50, 60 et depuis 70), et à la substitution accélérée du capital au travail à plus de 6 % par an. Les deux caractéristiques en feront une économie technologiquement très moderne.

De telles performances n'ont été possibles que grâce à un taux d'investissement très élevé, supérieur à celui enregistré (en moyenne sur cette période) dans les autres économies européennes (20 % au début des années 50, 25 % en 1955, aux environs de 25 % jusqu'en 1973, 20 % depuis 1974).

Enfin, ce taux d'investissement n'a été rendu possible qu'avec le concours de deux autres facteurs déterminants pour une économie capitaliste : l'afflux de réfugiés et d'immigrés et un partage salaires/profits du revenu national favorable aux capitalistes. Il n'y a pas de miracle avec le capitalisme ! Ce sont les travailleurs qui font, même en période de prospérité, les frais de la croissance !

Les performances extérieures de l'économie de la RFA, dans le commerce mondial sont l'autre aspect de la compétitivité de son appareil productif. De 1951 à 1977, quelles que soient les conjonctures internationales, la balance commerciale de la RFA a toujours été excédentaire (3 % en moyenne du produit national), et cela même au plus fort de la crise en 1974. La part des exportations de la RFA dans le commerce mondial grandit considérablement sur cette période, alors que les importations évoluent beaucoup moins vite.

Enfin, la structure du commerce extérieur de la RFA est celle d'un impérialisme non seulement compétitif

mais agressif, attaché à accroître et consolider son influence : plus de la moitié des exportations concerne des produits de haute technologie, et des biens d'investissement et sont dirigés principalement (80 % des exportations) vers les autres pays impérialistes. A ces vagues de capitaux allemands qui vont s'investir à l'étranger. La RFA a été constamment exportatrice nette de capitaux.

## La RFA : en meilleure position en 1974 mais à quel prix !

Tous ces éléments ont pour conséquence que la RFA se trouve en meilleure position en 1974 lorsque débute la crise. Certains éléments, particulièrement sensibles pour l'impérialisme français, le démontreront. Par exemple, la facture pétrolière : cette dernière sera assez rapidement digérée par la RFA. Au plus fort de la crise pétrolière, sa balance commerciale enregistre un excédent de 50 milliards de DM en 1974. En 1977, la RFA rétablit sa balance commerciale vis-à-vis des pays de l'OPEP (- 13,6 milliards de DM vis-à-vis des pays de l'OPEP en 1974 ; - 1,5 en 1977). Depuis 1974, la République fédérale allemande investit plus à l'étranger que l'étranger en RFA. Enfin, la RFA, parmi les puissances impérialistes comparables (Europe, Japon) est la seule à détenir un stock de devises qui correspond à trois années d'excédents commerciaux (soit le double de celui des USA ou du Japon) ce qui la mit relativement à l'abri de certaines surprises.

Ceci dit, la crise s'est posée pour la RFA dans les mêmes termes, dans les mêmes nécessités que pour les autres économies impérialistes : restructurer, redéployer et pour cela licencier et dégraisser, comprimer les salaires. Ainsi, en 6 ans, le nombre de chômeurs a été multiplié par 7... On recense ainsi plus d'un million de chômeurs, 250 000 travailleurs en chômage partiel. Depuis 1974 ; près d'un million d'immigrés ont été expulsés. D'après un rapport de l'office fédéral de l'emploi, près de 5 millions d'emplois sont menacés dans les années à venir (horizon 1983).

La facture «chômage» reste donc très lourde pour les travailleurs allemands :

c'est la contrepartie du «modèle» à quoi il faut ajouter le dispositif gouvernemental mis en place depuis 2 ans pour bloquer les salaires. Les succès économiques de la RFA peuvent se résumer en fait par une reconstitution des profits plus rapides qu'ailleurs. Rien ne semble dans l'avenir vouloir se modifier pour les travailleurs allemands et cela malgré les propos de Schmidt : «Les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain et les emplois d'après-demain», propos que Barre aurait pu tenir en d'autres lieux.

De plus, de 1970 à 1977, les investissements allemands destinés à augmenter les capacités de production (donc ceux des emplois) sont passés de 55 % à 17 % de l'ensemble des investissements. Il s'agit d'une modernisation absolument pas créatrice d'emplois. La tendance est bien à l'arrêt prolongé de la création d'emplois, que confirme l'accélération d'investissements allemands à l'étranger depuis 74.

## Mais un modèle pour qui !

L'application du «modèle allemand» pour l'économie de l'impérialisme français pose par ailleurs une série de problèmes bien difficiles, si non impossibles à surmonter. Nous n'en évoquerons que deux, les principaux :

— Tout d'abord, nous avons affaire à des structures économiques, industrielles, très différentes. La structure des échanges allemands et français le démontre. La RFA exporte vers la France essentiellement des biens d'investissement de haute technologie, en échange la France livre principalement des matières premières agricoles, et surtout des produits de transformation, ou d'investissement de technologie moyenne. L'automobile en est l'exemple le plus convaincant. Ainsi, s'inspirer d'un tel modèle exigerait de l'impérialisme français, et qui, en outre, serait rendue bien difficile par cet autre obstacle : le concurrent allemand lui-même. Ensuite, les écarts de compétitivité sont tels, la distance entre les deux économies est à cet égard telle que leur réduction dans le cadre de la crise politique de l'impérialisme français est difficilement imaginable.

Une accélération très brutale et importante du chômage serait de plus nécessaire !



Alsace : mines de Potasse

# LES MINEURS OCCUPENT LE POSTE-FRONTIERE DE CHALAMPE

Le préfet envoie ses CRS

Mercredi matin 180 mineurs des Potasses d'Alsace (MDPA) ont occupé le poste-frontière de Chalampé (Haut-Rhin). Ils entendaient dénoncer par cette action spectaculaire le refus de la direction générale des MDPAs d'engager de nouvelles négociations sur leurs revendications.

L'occupation du pont de Chalampé avait commencé à 10 h 15. Vers 11 h, 150 CRS arrivaient, faisaient des sommations et essayaient d'évacuer les grévistes. Ceux-ci se repliaient un peu plus loin sur le territoire allemand ce qui permettait la poursuite de l'occupation jusqu'à 13 h 20.

L'envoi des CRS était donc la seule réponse de la direction des MDPAs et du gouvernement aux reven-

dications que les mineurs défendent depuis la fin du mois de septembre par des grèves tournantes : chaque semaine c'est au moins un puits qui est en grève pendant vingt-quatre heures. Mercredi c'était le tour des puits Marie-Louise et Beauwiller. Il y a quelque temps, les mineurs avaient mené d'autres actions importantes : barrage sur la voie ferrée, bloquant pendant deux heures le train Bâle-Strasbourg-Bruxelles, occupation de la direction générale.

Les mineurs veulent un réajustement des salaires, et demandent que tous les samedis soient considérés comme jours de repos. Ils exigent également que l'indice de la prime de chauffage soit égal à celui des mineurs des charbon-

nages. C'était le cas depuis juillet 74. Mais en juillet 1978, les MDPAs ont maintenu l'indice 2 090 pendant que dans les charbonnages il passait à 2 630. Jusqu'ici la direction des MDPAs a accepté une revalorisation jusqu'à l'indice 2 412 mais se refuse à aller au-delà. Pour ce qui est des jours de repos elle se retranche derrière les négociations nationales en cours entre le CNPF et les syndicats.

Les jours à venir peuvent être déterminants pour la lutte des mineurs des MDPAs. Il va falloir en effet surmonter les conséquences de la division de l'intersyndicale qui menait jusqu'ici la lutte dans l'unité. La CFTC, FO et la CGC viennent de rompre cette unité en se prononçant

contre la poursuite de l'action, au contraire de la CGT et de la CFDT. Malgré cette division il faut remarquer que la grève d'hier, déclenchée par la CGT et la CFDT, a été suivie à 100 % dans les deux puits.

## ● FESSENHEIM EN GREVE

Depuis mardi, la grande majorité des 280 travailleurs de la centrale nucléaire de Fessenheim sont en grève : ils demandent l'augmentation des effectifs pour améliorer les conditions de travail. Par suite de la grève, le réacteur N° 2 est arrêté et la production totale est réduite de moitié.

# IRAN : DES MANIFESTATIONS IMPORTANTES SE PRÉPARENT POUR L'ACHOURA

Le 11 décembre correspond à une date importante dans le calendrier chiite : l'Achoura, en effet fin de la période du Moharram, sera marqué cette année par d'immenses manifestations contre le Shah. Dimanche un défilé est prévu dans le centre de Téhéran, sur l'avenue Shah Reza, appelé par un chef religieux : l'Ayatollah Taleghani, récemment libéré de prison. Les manifestations se sont poursuivies mercredi. L'une d'entre elles a commencé à se rassembler dans le bazar de Téhéran, réunissant 2 000 personnes. Le même jour, l'armée tuait une dizaine de manifestants à Zardjan, dans le nord, 5

autres victimes sont à déplorer à Dayer près du Golfe.

Mercredi le gouvernement militaire a libéré Karim Sandjabi, dirigeant du Front national arrêté le 11 novembre dernier. Ce geste ainsi que l'annonce de la libération prochaine de 352 prisonniers condamnés par les tribunaux militaires, probablement destinée à apaiser le mouvement populaire, semble dérisoire face à la situation actuelle. Karim Sandjabi a déclaré à la suite de sa libération qu'il ne voulait pas participer à un gouvernement d'union nationale dans les conditions actuelles. Les Américains s'inquiètent de plus en plus de la situation

en Iran, il semble que s'ils ne peuvent plus soutenir le Shah pendant longtemps, ils ne disposent d'aucune solution de rechange immédiate. Déjà plusieurs centaines de familles des conseillers américains ont quitté l'Iran mercredi. La presse américaine n'est plus optimiste lorsqu'elle constate avec regret que «le pouvoir des travailleurs grandit malgré la loi martiale, spécialement dans l'industrie pétrolière vitale où la production est tombée de moitié dans les quatre derniers jours». L'amertume est aussi de rigueur au *Figaro* qui se désole que le Front national soit obligé de compter avec l'opposition religieuse

et ne puisse constituer ainsi une solution de rechange au Shah : «Le Front national est encore et pour quelques jours obligé d'écouter ce que dit Khomeiny, car il représente hélas, bien peu de choses dans l'opinion iranienne...» Jeudi une manifestation doit se dérouler devant l'université de Téhéran, pour commémorer le premier massacre d'étudiants qui avait eu lieu il y a 15 ans.

La question reste posée de savoir si la libération du leader du Front national est un geste d'apaisement ou si elle révèle une exigence des Américains en quête d'une solution de remplacement.

Frank ROUSSEL

## ● Indemnisation du chômage : projet de loi imminent

Les négociations entre syndicats et patronat concernant l'indemnisation du chômage ont été rompues mercredi, au cours de la neuvième réunion. Le point de rupture a été le degré de dégressivité à apporter à l'indemnisation des chômeurs. Le patronat propose en effet que les 90 % soient supprimés, que les indemnités soient mieux réparties entre les différents chômeurs, et qu'un système dégressif soit mis en place selon la durée du chômage. Les syndicats sont d'accord sur le principe, mais la négociation a échoué sur ses modalités concrètes. Après cet échec, c'est le gouvernement qui va prendre les choses en main. Un projet de loi va être mis au point lors du prochain conseil des ministres, le 13 décembre.

Le ministre du chômage, Boulin, en a défini les grandes lignes : l'Etat viendra en aide à l'UNEDIC, qui doit connaître de graves difficultés de trésorerie à la mi-janvier. Boulin a certifié que les chômeurs continueraient à percevoir leurs indemnités.

Le système paritaire de financement (patronat et salariés) sera maintenu «coûte que coûte».

L'indemnisation sera «simplifiée», de manière à ce qu'il n'existe plus qu'un système, celui de l'UNEDIC.

Enfin, ces indemnités seront dégressives. Sur ce point, Boulin n'a pas encore fait connaître ces propositions précises.

## ● «Légitime défense» ou homicide volontaire ?

Mardi 5 décembre, à Pontoise, avait lieu le procès d'un retraité de la SNCF, Jules Leynaert, inculpé d'homicide volontaire. Son avocat avait choisi de plaider la «légitime défense»...

Un procès qui venait pas moins de quatre ans après les faits, à l'issue d'une procédure juridique compliquée : à une première inculpation pour homicide volontaire avait succédé une inculpation pour coups et blessures volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner puis à nouveau c'est l'homicide volontaire qui était retenu.

Dans la nuit du 19 au 20 avril 1974, M. Leynaert habitant dans un pavillon de Goussainville (Val d'Oise) entend du bruit dans son poulailler. Il prend son fusil et tire sur le «voleur» qui s'éloigne. L'homme, un ouvrier algérien logeant dans un foyer proche, est mortellement blessé au visage. Pour M. Leynaert le vol dans un poulailler mérite donc la mort ! En fait, l'homme ainsi froidement abattu n'a rien volé, son seul «tort» étant d'être ce soir-là passablement ivre. Menaçait-il la vie de M. Leynaert ? Nullement : au moment du coup de feu, il marchait à sept mètres de la maison, le retraité étant posté quant à lui à une fenêtre située à trois mètres du sol.

On voit ce qu'il en est de la thèse de la «légitime défense» ! Pourtant le jury n'a même pas suivi l'avocat général qui demandait trois ans d'emprisonnement avec sursis. Il a condamné M. Leynaert à un an avec sursis. Une peine qui s'est d'ailleurs trouvée aussitôt amnistiée, les événements s'étant passés antérieurement à la loi du 16 juillet 1974 article 6...

# AU SEIN DE LA DROITE, CHIRAC ENGAGE LA BATAILLE DE L'EUROPE

Plus que jamais, il faut distinguer deux niveaux dans les divisions de la droite : le niveau parlementaire, décisif en dernier ressort pour ouvrir ou non une crise, et le niveau des déclarations publiques, ou les dirigeants chiraquiens assouviennent leur hostilité envers Giscard et sa politique. On l'a bien vu mercredi. A l'assemblée tout d'abord : il aura suffi que Barre vienne s'expliquer devant le groupe RPR pour que celui-ci accepte finalement de voter un texte que les mêmes députés avaient refusé quelques jours auparavant. Sans que rien, n'ait été changé dans le fond. La seule modification qu'a pu souligner le président du groupe RPR, Labbé, c'est que «la

● Il faut avoir l'échine souple pour être député du RPR. On a encore eu l'occasion de s'en apercevoir mercredi, avec un nouvel épisode des querelles au sein de la droite. La semaine dernière, les députés RPR s'étaient opposés à un texte d'harmonisation de la TVA européenne. Mercredi, ils l'ont accepté. Dans l'après-midi, Chirac fait savoir que la «trêve»

voie parlementaire française a finalement été choisie». Ainsi donc, pour peu qu'il y prenne les formes, le gouvernement est capable de faire passer tout ce qu'il veut à l'assemblée. Il est vrai que Barre avait menacé de l'arme suprême : le recours à l'alinéa 3 de l'article 49 du règlement parlementaire, autrement la possibilité du gouvernement d'engager sa responsabilité. Autrement dit encore, la menace d'une crise gouvernementale, qui fait aujourd'hui fonction

d'épouvantail pour les députés RPR.

## «L'INFÉODATION DE LA FRANCE»

Derrière cette vision, cette illusion, d'unité, il y a une autre réalité, et Chirac s'est chargé de le rappeler dans une retentissante déclaration, quelques minutes seulement que les députés RPR aient voté avec le gouvernement.

«L'Europe que nous attendions et désirions, nous savons depuis hier qu'on ne veut pas la faire. Tout nous conduit à penser que

mise au point le 10 octobre dernier n'est pas rompue. Dans la soirée, il diffuse un texte d'une extrême virulence contre le gouvernement. La dernière boutade qui circule dans les couloirs de l'assemblée est explicite : «Vous verrez, les RPR finiront bien par rejoindre la majorité !».

derrière le masque des mots et le jargon des technocrates, on prépare l'inféodation de la France, on consomme à l'idée de son abaissement. En ce qui nous concerne nous devons dire non. Nous disons non à une France vassale dans un empire de marchands, non à une France qui démissionne aujourd'hui pour s'effacer demain. Puisqu'il s'agit de la France, de son indépendance et de son avenir, puisqu'il s'agit de l'Europe, de sa cohésion et de sa

volonté, nous ne transigeons pas. (...) Comme toujours quand il s'agit de l'abaissement du pays, le parti de l'étranger est à l'œuvre avec sa voix paisible et rassurante. Français, ne l'écoutez pas. C'est l'engourdissement qui précède la paix et la mort... Tout y est, aussi bien l'expression des divergences de fond sur l'Europe qu'un ton dramatique et des attaques directes, car le «on» en question, c'est bien sûr Giscard.

Cette déclaration a rem-

pli Barre de «tristesse». C'est bien le moins. L'apparence reste la même : Chirac fait connaître son hostilité résolue au gouvernement, mais il se refuse à franchir le pas de l'opposition et de l'ouverture d'une crise, sachant que l'électorat RPR ne suffit pas à faire une nouvelle majorité. Pourtant, derrière ces apparences, il y a des évolutions sensibles : ainsi le divorce croissant au RPR entre un groupe parlementaire pas trop hostile est parvenu jusqu'ici à maintenir l'unité entre ces deux pôles, aussi importants l'un que l'autre. Mais on ne reste pas indéfiniment assis entre deux chaises. La question européenne pourrait bien être l'occasion du choix.